

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 23 mars 2024

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)**

Centrale de l'Est - route nationale  
57270 Richemont

Références : RICHEMONT\_ALFI\_2024-03-20\_RAPVI\_AN\_POI\_CPE\_26170  
Code AIOT : 0006201722

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 février 2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 22 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale "Risques sur les sites Seveso seuil haut" visant à contrôler la mise en œuvre d'un exercice avec activation du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont
- code AIOT : 0006201722
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Shunt
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice plan d'opération interne (POI)	Arrêté préfectoral du 08/01/2014, article 24.3.1 partiel	Sans objet
2	Chargement des camions	Arrêté préfectoral du 08/01/2014, article 25.11 partiel	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate un bon déroulement global de l'exercice, avec notamment :

- une bonne coordination de l'exploitant ;
- une bonne maîtrise des procédures d'alerte et de mise en œuvre du plan d'opération interne (POI)

par les agents de l'exploitant.

Des pistes d'améliorations mineures ont été évoquées et doivent être étudiées par l'exploitant pour une mise à jour du POI : l'inspection demande à l'exploitant de compléter le POI, sous un délai de 2 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exercice plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 08/01/2014, article 24.3.1 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du plan d'opération interne (POI) établi en application de l'article R.512-29 du code de l'environnement. Ce plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...] Ce plan est transmis [...] à l'inspection des installations classées au plus tard tous les 3 ans. [...] Un exercice annuel permettra de vérifier les moyens décrits dans le plan d'opération interne. [...]
<b>Constats :</b> Vu le plan d'opération interne / révision 17 applicable à partir du 9 janvier 2024 transmis à l'inspection le 19 février 2024 : sans observation. Vu l'exercice réalisé le jour de la visite en présence de représentants de l'inspection : sans observation. Celui-ci est détaillé en annexe confidentielle. L'inspection a constaté une bonne mise en œuvre des mesures prévues par le POI. Des compléments au POI et des pistes d'amélioration ont été proposées par le personnel et l'inspection suite à l'exercice. L'inspection demande à l'exploitant de compléter le POI, suite aux remarques soulevées lors du bilan de l'exercice sous un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Chargement des camions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 08/01/2014, article 25.11 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures relatives au poste de chargement déchargement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pendant les opérations de dépotage ou de remplissage, les véhicules doivent être stationnés en position de départ en marche avant. Un équipement homme-éveillé est mis en place pour garantir la présence d'un opérateur près des vannes d'alimentation de la citerne. [...] Les canalisations ou organes sur lesquels doivent être branchés des organes de chargement ou déchargement sont identifiés par étiquetage adéquat ou dispositif de mise en service spécial (filetage, plots, clés, ...). Le personnel exploitant doit s'assurer de la compatibilité des produits à expédier avec l'état, les caractéristiques et la signalisation des engins de transport en cas d'expédition de produits par route. L'exploitant prend en outre toutes dispositions pour que soient vérifiés, avant d'autoriser le chargement ou le déchargement d'un véhicule : - l'information du chauffeur sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident, la fourniture des documents d'information nécessaires ..., - le contenu interne des citernes, en particulier pour éviter des mélanges incompatibles et dangereux avec d'éventuels produits résiduels, - l'état du calorifuge des citernes si tel est le cas. [...]

**Constats :**

L'inspection a constaté :

- tous les véhicules en chargement sur le site au moment de la visite étaient positionnés en départ en marche avant ;
- un équipement homme-éveillé (le chauffeur doit l'actionner toutes les 3 minutes) est en place au niveau de chaque poste de chargement (Azote, Oxygène et Argon) et assure ainsi la présence du chauffeur près des vannes d'alimentation de la citerne ;
- chaque produit (Azote, Oxygène et Argon) dispose d'un branchement spécifique qui lui est propre. Ainsi chaque citerne est dédiée à un type de gaz ;
- une carte dite "géode" identifie le chauffeur (formations à jour), une autre identifie la remorque (dédiée à un type de gaz pour éviter les mélanges incompatibles) et une troisième pour la traction.

**Type de suites proposées :** Sans suite